L.9892/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 7 décembre 1966, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et le Code des droits de succession", a donné le 20 décembre 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e december 1966 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten en van het Wetboek der successierechten", heeft de 20e december 1966 het volgend advies gegeven :

Articles 4 et 10.

La nouvelle disposition que l'article 4 du projet introduit à la place de l'article 132^2, alinéa 2, 3°, du Code vise à assimiler à l'enfant légitime l'enfant adoptif qui a été à la charge exclusive de l'adoptant pendant six années ininterrompues au moins de sa minorité.

La loi fiscale n'entend accorder la faveur du taux réduit pour les donations et les successions que lorsque l'adoption répond aux conceptions antérieures à la loi du 22 mars 1940. Le texte de l'article 345, alinéa 1er, du Code civil en vigueur avant cette loi était rédigé comme suit :

> "La faculté d'adopter ne pourra être exercée qu'envers l'individu à qui l'on aura, dans sa minorité et pendant six ans au moins, fourni des secours et donné des soins non interrompus, ou envers celui qui aurait sauvé la vie à l'adoptant, soit dans un combat, soit en le retirant des flammes ou des flots".

L'exposé des motifs précise que pour toutes les adoptions qui ont eu lieu sous le régime de cette disposition, les intéressés bénéficient sans nouveau contrôle de la faveur de l'assimilation aux héritiers en ligne directe.

Lorsque les conditions prévues à l'article 345 du Code civil furent assouplies par la loi du 22 mars 1940, le législateur reprit les anciennes conditions d'adoption dans la loi fiscale, estimant que l'assimilation de l'enfant adoptif à

.../...

l'enfant légitime pour la perception des droits d'enregistrement et de succession devait demeurer réservée à celui qui avait reçu pendant six ans des secours et des soins non interrompus.

Le projet entend renforcer les conditions prévues en exigeant que l'enfant adoptif ait été "à la charge exclusive" de l'adoptant et ce "pendant six années ininterrompues au moins".

Ces deux modifications posent divers problèmes.

Tout d'abord, le texte nouveau ne pourra plus s'appuyer sur la longue jurisprudence qui, avant 1940, avait fait application du même texte figurant à l'article 345, alinéa 1er, du Code civil.

Ensuite l'exigence d'avoir supporté la charge exclusive de l'adopté constitue une condition plus sévère que les secours et soins que donnent normalement un père et une mère à leur enfant. En effet, l'adopté pourrait avoir bénéficié pendant sa minorité de l'intervention d'un autre parent qui aurait payé une partie des frais d'études ou la dépense d'un séjour de vacances. Une institution sociale a pu l'envoyer dans des classes de neige. Enfin, l'adopté peut avoir quelques ressources personnelles qui ont contribué partiellement à son entretien, ou encore être bénéficiaire d'une pension alimentaire qui couvre une partie de sa subsistance. Dans tous ces cas, l'adoptant n'aura pas supporté la charge "exclusive" de l'adopté pendant "six années ininterrompues".

./.

Si pareilles conséquences apparaissaient excessives, il conviendrait de tempérer la rigueur du texte, ce qui aurait l'avantage de le mettre en harmonie avec l'exposé des motifs qui souhaite une identité de sollicitude entre les père et mère, d'une part, et l'adoptant, d'autre part.

Dans cette optique et si le texte actuel ne peut suffire, on pourrait rédiger le nouvel article 132^2, alinéa 2, 3°, ainsi qu'il suit :

"3° lorsqu'il a été à titre principal à la charge de l'adoptant, ou éventuellement...".

L'observation qui précède vaut également pour l'article 10.

Article 5.

Le projet supprime la restitution à concurrence des neuf-dixièmes du droit d'enregistrement perçu sur la revente d'un immeuble, qui intervient dans les trois mois de la première acquisition. Le projet réduit à six mois le délai de deux ans en-deçà duquel la revente d'un immeuble entraînait la restitution du droit d'enregistrement à concurrence de la moitié.

En outre, si le point d'aboutissement du délai demeure inchangé, à savoir la date de l'acte authentique constatant la revente de l'immeuble, en revanche le projet modifie le point de départ du délai en le fixant non plus à la date de l'acte d'acquisition, mais bien à "la date de l'acquisition". Selon l'exposé des motifs, il s'agit de la date de la convention d'achat.

./.

Selon les déclarations faites par le délégué du Gouvernement, cette date sera celle où la vente de l'immeuble est devenue parfaite par l'accord des volontés des parties. Il peut s'agir d'une convention écrite faite sous seing privé. Mais ce peut être également un accord verbal.

On peut se demander si l'avertissement donné par le notaire à l'Administration des contributions directes de l'intention des parties de passer un acte de mutation immobilière (articles 324 et suivants du Code des impôts sur les revenus) ne serait pas de nature à créer une présomption de l'accord des parties emportant l'existence d'une "convention".

Dans cette éventualité, les parties qui désirent s'assurer le bénéfice du droit réduit devront veiller à ce que le délai séparant les deux actes authentiques soit toujours fort inférieur à six mois de manière à comprendre dans ce délai le temps qui s'est écoulé entre le moment où les parties se sont mises d'accord sur la première vente de l'immeuble et celui où l'acte authentique la consacrant a été passé.

En toute hypothèse, pour répondre aux intentions du Gouvernement, il conviendrait de préciser le texte en écrivant à la fin de l'article 5, § 1er, du projet : "... de la date de la convention d'acquisition".

+

\+ +

.../...

Le paragraphe 2 du même article 5 ne fait que confirmer la portée de l'entrée en vigueur du nouveau texte.

Le droit à la restitution ne peut naître au jour de la revente que si la législation en vigueur à ce moment le prévoit.

Le paragraphe 2 de l'article apparaît, dès lors, comme juridiquement superflu et peut être omis sans inconvénient. Tout au plus, le mode d'application de la nouvelle disposition dans le temps pourrait-il être rappelé dans l'exposé des motifs.

\+

\+ +

Pour des raisons d'uniformité et de concordance générale, il est proposé de rédiger de la manière suivante :

1° l'article 2 :

"Article 2.-

Dans l'article 62 du même arrêté, modifié par la loi du 3 février 1959, les mots "2,50 p.c." sont remplacés par les mots "5 p.c.";

2° la phrase liminaire de l'article 3 :

"Article 3.-

L'article 131 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 27 juillet 1961, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 131. ... ";

.../...

3° la phrase liminaire de l'article 4 :

"Article 4.-

L'article 132^2, alinéa 2, 3°, inséré par la loi du 14 août 1947 dans le même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

"3° ... " ;

4° la phrase liminaire de l'article 5 :

"Article 5.-

L'article 212, alinéas 1er et 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"En cas de revente ... (comme au projet du Gouvernement) ... " ;

5° l'article 6 :

"Article 6.-

Dans l'article 213, alinéa 2, du même arrêté, les mots "des troisième et quatrième alinéas de l'article précédent" sont remplacés par les mots "de l'article 212, alinéas 2 et 3" ;

6° l'article 8 :

"Article 8.-

Dans l'article 13 du même arrêté, les mots "8, deuxième alinéa" sont remplacés par les mots "8, alinéa 2" ;

.../...

7° la phrase liminaire de l'article 9 :

"Article 9.-

L'article 48 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 27 juillet 1961, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 48. ... " ;

8° la phrase liminaire de l'article 10 :

"Article 10.-

L'article 52^2, 3°, inséré par la loi du 14 août 1947 dans le même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

"3° ... " ;

9° la phrase liminaire de l'article 11 :

"Article 11.-

L'article 54, 1°, du même arrêté, modifié par la loi du 10 novembre 1953, est remplacé par la disposition suivante :

"1° ... " ;

10° l'article 12 :

"Article 12.-

L'article 97, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté-loi du 4 mai 1940, est remplacé par les dispositions suivantes :

.../...

"L'alinéa 1er est applicable ...

Les dispositions de l'article 96, alinéas 2, 3 et 4, sont applicables à la restitution, au paiement ou au transfert des titres, sommes, rentes ou valeurs visés par le présent article".

Artikelen 4 en 10.

De nieuwe bepaling welke artikel 4 van het ontwerp invoegt in de plaats van artikel 132^2, tweede lid, 3°, van het Wetboek, bedoelt het aangenomen kind dat gedurende ten minste zes onafgebroken jaren van zijn minderjarigheid uitsluitend ten laste van de aannemende is geweest, gelijk te stellen met het wettig kind.

De belastingwet wil het verlaagde tarief voor schenkingen en erfenissen slechts toestaan als de aanneming beantwoordt aan de opvattingen van vóór de wet van 22 maart 1940. Artikel 345, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek luidde in de tekst die vóór die wet van kracht was, als volgt :

"Het recht om iemand als kind aan te nemen kan niet uitgeoefend worden dan ten opzichte van hem aan wie men tijdens zijn minderjarigheid en gedurende ten minste zes jaar aanhoudend onderstand verschaft en verzorging gegeven heeft of ten opzichte van hem door wie de aannemende persoon hetzij in een gevecht, hetzij uit het vuur of uit het water gered werd".

De memorie van toelichting verklaart, dat voor alle aannemingen die onder de gelding van die bepaling zijn verricht, "de betrokken personen het voordeel van de fiscale gelijkstelling met erfgenaam in de rechte lijn genieten zonder verder onderzoek".

.../...

Toen de wet van 22 maart 1940 de voorwaarden van artikel 345 van het Burgerlijk Wetboek soepeler maakte, nam de wetgever de vroegere aannemingsvoorwaarden in de belastingwet over, omdat hij oordeelde, dat de gelijkstelling van aangenomen kind met wettig kind terzake van de heffing van registratie- en successierechten voorbehouden moest blijven voor het kind dat zes jaar lang aanhoudend bijstand en verzorging had gekregen.

Het ontwerp bedoelt strengere woorwaarden te stellen. Het eist dat het aangenomen kind "uitsluitend ten laste is geweest van de aannemende persoon" en wel "gedurende ten minste zes jaar, niet onderbroken".

Bij die twee wijzigingen doen zich een paar problemen voor.

De nieuwe tekst zal niet meer kunnen steunen op de jarenlange rechtspraak die vóór 1940 de overeenkomstige tekst van artikel 345, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek toepaste.

Wanneer vervolgens gesteld wordt, dat het aangenomen kind uitsluitend ten laste van de aannemende moet zijn geweest, wordt veel meer geëist dan de bijstand en de verzorging welke ouders normaal aan hun kind verschaffen. Een aangenomen kind kan gedurende zijn minderjarigheid geholpen zijn door een andere bloedverwant, die bijvoorbeeld een deel van zijn studies of een vakantieverblijf kan hebben bekostigd. Het kan door toedoen van een sociale instelling sneeuwklassen gevolgd hebben. Het kan enig persoonlijk inkomen hebben of een uitkering tot levensonderhoud hebben ontvangen, waarmede gedeeltelijk in zijn onderhoud

.../...

is voorzien. In al die gevallen zal de aannemende het aangenomen kind niet "uitsluitend" ten laste hebben gehad gedurende "zes jaar, niet onderbroken".

Mochten zodanige gevolgen inderdaad overdreven blijken, dan zou men de tekst minder streng moeten maken. Daarmee zou tevens tegemoetgekomen worden aan de gelijke bezorgdheid voor aannemenden en ouders, die in de memorie van toelichting tot uiting wordt gebracht.

Zo gezien, en als met de huidige tekst niet kan worden volstaan, zou het nieuwe artikel 132^{2}, tweede lid, 3°, als volgt kunnen worden geredigeerd :

"3°. wanneer het ..... hoofdzakelijk ten laste is geweest van de aannemende persoon, of eventueel ...".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 10.

Artikel 5.

Het ontwerp maakt een einde aan de teruggaaf ten belope van negen tiende van het registratierecht dat geheven wordt wanneer een onroerend goed binnen drie maanden na de eerste verkrijging weder verkocht wordt. Het vermindert tot zes maanden de termijn van twee jaar beneden welke de wederverkoop van een onroerend goed aanleiding gaf tot teruggaaf van het registratierecht ten belope van de helft.

.../...

Het ontwerp brengt geen verandering in het eindpunt van de termijn, namelijk de datum van de authentieke akte die de wederverkoop van het onroerend goed constateert, maar als uitgangspunt van de termijn neemt het niet meer de datum van de akte van verkrijging maar "de datum van de verkrijging". Volgens de memorie van toelichting betreft het de "datum van de overeenkomst van aankoop".

Naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, gaat het om de datum waarop de verkoop van het onroerend goed voltrokken is door de wilsovereenstemming tussen partijen : een onderhandse schriftelijke overeenkomst, of ook nog een mondeling akkoord.

Men kan zich afvragen of het bericht van de notaris aan het Bestuur der directe belastingen betreffende het voornemen van partijen om een akte voor een onroerende overdracht te doen opmaken (artikelen 324 en volgende van het Wetboek van de inkomstenbelastingen), geen vermoeden kan doen ontstaan dat partijen akkoord zijn en dat er dus een "overeenkomst" is.

In dat geval zullen partijen die het voordeel van het verlaagde recht willen genieten, ervoor moeten zorgen dat de termijn tussen beide authentieke akten altijd heel wat korter is dan zes maanden, zodat hij de tijd bestrijkt die verlopen is tussen het akkoord van partijen over de eerste verkoop van het onroerend goed en het verlijden van de authentieke akte tot bekrachtiging van die verkoop.

.../...

Om de bedoeling van de Regering weer te geven, zou men hoe dan ook de tekst moeten verduidelijken door aan het slot van artikel 5, § 1, van het ontwerp te schrijven : "... de datum van de overeenkomst tot verkrijging".

\+
\+ \+

Paragraaf 2 van hetzelfde artikel 5 bevestigt alleen maar de draagwijdte van de inwerkingtreding van de nieuwe tekst.

Het recht op teruggaaf kan alleen dan op de dag van de wederverkoop ontstaan, als de dan geldende wetgeving daarin voorziet.

Paragraaf 2 van het artikel blijkt derhalve juridisch overbodig en kan zonder bezwaar vervallen. Hoe de bepaling in de tijd moet worden toegepast, zou hoogstens in de memorie van toelichting kunnen worden gezegd.

\+
\+ \+

Ter wille van de eenheid en de algemene overeenstemming stelle men als volgt :

1° artikel 2 :

"Artikel 2.-

In artikel 62 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 3 februari 1959, worden de woorden "2,5 t.h." vervangen door "5 t.h.";

.../...

2° de inleidende volzin van artikel 3 :

"Artikel 3.-

Artikel 131 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 juli 1961, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 131. ...";

3° de inleidende volzin van artikel 4 :

"Artikel 4.-

Artikel 132^{2}, tweede lid, 3°, in hetzelfde besluit ingevoegd bij de wet van 14 augustus 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen :
"3° ... " ;

4° de inleidende volzin van artikel 5 :

"Artikel 5.-

Artikel 212, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Bij wederverkoop ... (zoals in het Regeringsontwerp) ..." ;

5° artikel 6 :

"Artikel 6.-

In artikel 213, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "van de derde en de vierde alinea van voorgaand artikel" vervangen door "van artikel 212, tweede en derde lid" ;

.../...

6° artikel 8 :

"Artikel 8.-

In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de woorden "8, 2e alinea" vervangen door "8, tweede lid";

7° de inleidende volzin van artikel 9 :

"Artikel 9.-

Artikel 48 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 juli 1961, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 48.- ..." ;

8° de inleidende volzin van artikel 10 :

"Artikel 10.-

Artikel 52^{2}, 3°, in hetzelfde besluit ingevoegd bij de wet van 14 augustus 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"3° ..." ;

9° de inleidende volzin van artikel 11 :

"Artikel 11.-

Artikel 54, 1°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 10 november 1953, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"1° ..." ;

.../...

10° artikel 12 :

"Artikel 12.-

Artikel 97, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluitwet van 4 mei 1940, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Het eerste lid is van toepassing ...

De bepalingen van artikel 96, tweede, derde en vierde lid, zijn van toepassing op de teruggaaf, betaling of overdracht van de in dit artikel bedoelde effecten, sommen, renten of waarden".

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame : G. CISELET, staatsraden,
Mevrouw :

Messieurs : J. ROLAND, assesseurs de la
de Heren : section de législation,
R. PIRSON, bijzitters van de
afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.G. PIQUET, substitut.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.